

Brochure n° 3042

Conventions collectives nationales

**ÉQUIPEMENTS THERMIQUES**

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques  
et de génie climatique  
(Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise)**

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation  
(Cadres, ingénieurs et assimilés)**

---

ACCORD DU 7 OCTOBRE 2015

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES  
ANNUELLES PROFESSIONNELLES GARANTIES

NOR : ASET1551054M

IDCC : 1256

---

Entre :

La FEDENE,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La CMTE CFTC ;

Le SNCH CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation.

**Article 2**

*Valeur du point*

La valeur du point est portée à 36,09 € au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

### Article 3

#### *Rémunérations minimales annuelles professionnelles garanties*

Les rémunérations minimales annuelles professionnelles garanties sont portées à :

(En euros.)

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MINIMALE annuelle
60	26 634
68	30 186
75	33 293
80	35 513
90	39 952
95	42 171
105	46 610
115	51 049
120	53 269
140	62 147
160	71 025
180	79 903

### Article 4

#### *Egalité professionnelle*

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes conformément aux dispositions de l'article 37 de la convention collective cadres. Elles considèrent que le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et contribue largement à favoriser la mixité des emplois.

C'est dans cet objectif qu'une analyse de l'évolution des salaires entre les femmes et les hommes est réalisée à travers le rapport annuel de branche lors de l'ouverture des négociations sur les salaires conventionnels chaque année. Cette analyse comparant les 3 années précédentes sera présentée avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

### Article 5

#### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord prennent effet le 1<sup>er</sup> septembre 2015.

### Article 6

#### *Dépôt et publicité*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 7 octobre 2015.

(Suivent les signatures.)